Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 24 novembre 2014

CONSEIL DE PARIS

Conseil Général

Extrait du registre des délibérations

Séance des 17, 18 et 19 novembre 2014

2014 DFPE 1012G Subvention complémentaire et avenant à convention concernant la restructuration des locaux du GOSB.

M. Bernard JOMIER, rapporteur.

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3411-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle sur projet d'investissement signée le 25 novembre 2011 entre le Département de Paris et le Groupe d'Oeuvres Sociales de Belleville pour la restructuration du centre de santé et du centre de protection infantile ;

Vu la convention pluriannuelle sur projet d'investissement signée le 25 novembre 2011 entre le Département de Paris et le Groupe d'Oeuvres Sociales de Belleville au titre de la création d'un centre de planification et d'éducation familiale ;

Vu le projet de délibération en date du 4 novembre 2014, par lequel Mme la Présidente du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Général, demande l'autorisation de signer deux avenants aux conventions avec le Groupe d'Oeuvres Sociales de Belleville, sis 162, rue de Belleville à Paris (20e) pour permettre la restructuration d'un centre de protection maternelle et infantile et la création d'un centre de planification et d'éducation familiale situés à la même adresse ;

Sur le rapport présenté par M. Bernard JOMIER, au nom de la 4^e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Présidente du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Général, est autorisée à signer un avenant aux deux conventions relatives à l'attribution des subventions d'investissement pour le projet d'extension et de restructuration du Groupe d'Oeuvres Sociales de Belleville dont les textes sont

jointes à la présente délibération. Le montant de la participation complémentaire est de 50 000 euros, soit 20 000 € pour le centre de protection maternelle et infantile et 30 000 € pour le centre de planification et d'éducation familiale.

Article 2 : La dépense relative au centre de protection maternelle et infantile sera imputée au chapitre 204, nature 2042, rubrique 41, ligne DE 30002 du budget d'investissement du Département de Paris pour l'année 2014 et suivantes, sous réserve de la décision de financement.

Article 3 : La dépense relative au centre de planification et d'éducation familiale imputée au chapitre 204, nature 2042, rubrique 41 du budget d'investissement du Département de Paris pour l'année 2014 et suivantes, sous réserve de la décision de financement.

Article 4 : Les subventions ainsi allouées sont nettes et forfaitaires. Elles seront rapportées si l'opération pour laquelle elles ont été attribuées n'a pas reçu un commencement d'exécution dans un délai de deux ans à compter de leur date de notification.